

ABONNEMENT

Saumur : Un an 30 fr. Six mois 16 Trois mois 8

Poste :

Un an 35 fr. Six mois 18 Trois mois 10

On s'abonne :

A SAUMUR, Au bureau du Journal ou en envoyant un mandat sur la poste, et chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS

Annonces, la ligne. . . 20 c. Réclames, — 30 Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, A L'AGENCE HAVAS 8, place de la Bourse.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR, 11 MARS

LES EMPRUNTS CLANDESTINS

Où en sont les finances de la France? Si on posait cette question à la tribune, le sire Dauphin serait peut-être embarrassé pour répondre. Nous disons « peut-être » parce que cet ex-président de cour d'appel est ordinairement plein de désinvolture. Il y a les chiffres que publie le Bulletin de statistique du ministère des finances, et il y a ce que le dit Bulletin ne publie pas. Voyons d'abord ce qu'il publie : De 1873 à 1884, déduction faite de l'indemnité de guerre, le gouvernement central a dépensé 39 milliards de francs. Ne sont pas comprises dans ce chiffre les dépenses des départements et des communes, dépenses qui nous porteraient à au moins 50 milliards. Voilà ce qu'ont dévoré les pouvoirs publics en douze années. Ajoutons que le plus fort appétit s'est manifesté à partir de 1878, c'est-à-dire de l'avènement du bon monsieur Grévy. Ajoutons encore qu'il serait intéressant de savoir combien de milliards ont été dépensés de 1884 au 4^{er} janvier 1887, statistique qui doit donner des résultats vertigineux, ce qui explique pourquoi le Bulletin s'est arrêté à 1884. En effet, l'émission des bons du Trésor, qui se fait selon les besoins et les fantaisies du gouvernement, constitue de formidables emprunts clandestins dont aucun ministre républicain n'a osé, jusqu'à ce jour, confesser le total. Les opportunistes ruinent le pays. Nous avons dit que la grosse dépense est de leur fait. En voici la preuve : De 1873 à 1876, les dépenses s'élèvent à 44 milliards 623 millions, soit 2 milliards 905 millions par an. Quoiqu'on eût tout à refaire dans cette période de quatre ans, on se tenait dans cette limite. « On n'avait pas formé, dit le Journal des Débats, de comptes spéciaux, ni créé de ces caisses sans ressources qui sont un moyen

de dissimuler les dépenses. Heureux temps où, faisant face, à toutes ses charges avec ses revenus comme un bourgeois prosaïque et régulier, l'Etat ne demandait au pays que 2 milliards 905 millions de francs par an pour l'administrer convenablement. » De 1877 à 1880, les dépenses montent à 43 milliards 64 millions ; — 3 milliards 265 millions 1/2 par an. Arrive la représentation de plus en plus républicaine, celle qui se déclare pour les réformes sages et surtout pour l'économie... Et, de 1881 à 1884, le gouvernement trouve moyen de dépenser 3 milliards 639 millions par an ! Presqu'un milliard de plus que dans la période de 1873 à 1876. Et qu'a-t-on dépensé de 1884 à 1887 ? Si le Bulletin se décidait à faire des révélations sur 1886, il est à craindre qu'il relèverait une dépense de près de cinq milliards ! On sait que la cour des comptes se fatigue horriblement et sans succès à débrouiller les comptes qu'on lui présente ; car, depuis 1878, la tenue des livres des ministères est de plus en plus embrouillée, l'on n'y peut à peine démêler les excédents et les déficits ; parce que la comptabilité budgétaire, torturée par les besoins de nos dissipateurs, devient indéchiffrable, les exercices s'enchevêtrant les uns dans les autres... Comment la caisse de l'Etat peut-elle suffire à ces dépenses ? Nous le répétons, le Trésor emprunte sans compter par voie d'obligations amortissables qu'il n'amortit pas. C'est un bien dangereux instrument que les Chambres ont mis entre les mains de nos très peu consciencieux administrateurs. Il est impossible, dans l'état des choses, rien que pour payer l'intérêt, qu'on ne nous charge pas de nouveaux impôts. Car si la République a tant dépensé pour s'imposer à la France, il faut encore qu'elle dépense bien plus pour se maintenir. Si elle subsistait encore cinq ans, nous atteindrions un budget de 10 milliards.

A LA CHAMBRE

LE DROIT DE 5 FRANCS SUR LES CÉRÉALES EST VOTÉ

Les adversaires de la surtaxe continuent à déployer un acharnement qui témoigne de leurs inquiétudes. Hier encore, ils ont fait de violents et inutiles efforts pour retarder l'heure de la défaite. M. Félix Faure a exposé un contre-projet supprimant le droit de 3 fr., actuellement existant, à partir du 1^{er} juillet 1889. Une façon comme une autre de célébrer la fête dite nationale en précipitant la ruine de 25 millions d'agriculteurs. M. Yves Guyot a proposé le rétablissement du droit de statistique de 60 centimes par hectolitre de blé. M. Bourgeois, du Jura, a développé un amendement tendant à ajourner le vote sur la loi en discussion jusqu'à la revision des lois fiscales, c'est-à-dire jusqu'aux calendes républicaines. Tentatives malheureuses. A 5 heures, LE DROIT DE 5 FRANCS A ÉTÉ VOTÉ PAR 328 VOIX CONTRE 238. 90 voix de majorité en faveur de la surtaxe. Les agriculteurs se rappelleront que cet important résultat est dû à l'initiative de nombreux députés de la Droite. Ils n'oublieront pas non plus que la plupart des ministres et la majorité des députés républicains ont refusé de défendre l'agriculture française contre la ruine dont la menace la concurrence étrangère.

DÉCLARATION DE L'EMPEREUR GUILLAUME

On télégraphie de Berlin, 10 mars :

« Hier, en recevant le général d'infanterie Pape, l'Empereur a dit qu'il se sentait revivre. Il a exprimé la joie que lui causait l'acceptation du septennat par le Reichstag. « Ce vote, a-t-il dit, est l'expression sincère des sentiments pacifiques du peuple allemand. Vous savez que ces sentiments sont les miens. »

» En ce moment surtout, je suis heureux d'être aidé dans ma mission de paix par le concours désintéressé des gouvernements de Vienne et de Saint Pétersbourg. » Dans l'après-midi, l'empereur a travaillé avec le général Albedyll. »

D'après des informations venant de très bonne source, dit le Figaro, nous apprenons que l'Empereur Guillaume aurait l'intention d'abdiquer après la célébration de son 90^e anniversaire. Il céderait la couronne à son fils, le prince Frédéric-Guillaume.

CHRONIQUE GÉNÉRALE

LE SEPTENNAT ALLEMAND

Le septennat a été voté par le Reichstag. L'article 1^{er} a réuni 232 voix contre 23 et 83 abstentions. Les libéraux, les démocrates socialistes et les Alsaciens-Lorrains ont voté contre. Les membres du centre se sont abstenus. Le gouvernement allemand et le parti militaire ont obtenu gain de cause. Mais le vote du septennat n'est qu'un moyen ; quel est le but poursuivi ? Il ne faut point se dissimuler, en dépit des déclarations du chancelier et de M. de Moltke, que l'augmentation des contingents militaires de l'armée impériale n'a été si impérieusement exigée qu'en prévision d'éventualités belliqueuses. Le gouvernement allemand et le parti militaire dont il subit l'influence prépondérante, ayant désormais en mains des forces considérables, hésiteront moins jamais à intervenir dans les affaires européennes, à les diriger vers un but nettement déterminé. Il est possible que le rejet du septennat eût amené de graves complications ; mais si son adoption les éloigne momentanément, elle ne rend pas moins redoutable l'organisation militaire de l'Allemagne. Qu'on se réjouisse du maintien de l'état de paix, nous le voulons bien ; mais qu'on n'oublie point que la situation de la France en Europe reste plus isolée que jamais et

12 Feuilleton de l'Écho Saumurois.

Les pêches de Montreuil

Par Francis TESSON

— Ce voyage est donc bien nécessaire ? demanda-t-elle. — Indispensable, chérie, absolument indispensable. Mais ne t'effraie pas. Paris ne me retiendra que peu de jours. Tu ne resteras pas longtemps seule. — Va donc, père, soupire-t-elle. — Par la même occasion, continua le bonhomme, je pousserai jusqu'à notre petite maison de Montreuil. Les yeux d'Amélie se voilèrent. Hélas ! c'était à Montreuil que c'était effondré son espoir de bonheur. — Oui, reprit-il négligemment, je ne serais pas fâché de revoir ce pauvre Montcornet. Nous nous sommes quittés un peu... brouillés lui et moi. Pourquoi brouillés ? En sais-je quelque chose ? Bast ! la rancune de Montcornet ne tiendra pas plus que la mienne devant une bonne poignée de main. A mesure qu'il parlait, le visage de sa fille s'éclaircit, son œil terne acintilla, le sang remonta à

ses joues et un sourire, le sourire des jours heureux, s'épanouit sur ses lèvres. — As-tu quelque chose à lui faire dire, à ce bon Montcornet qui te gâtait tant. Je t'achèterai en même temps de voir son neveu ? Un brave et bon cœur que Julien, n'est-il pas vrai ? Je l'aime beaucoup ce garçon-là. Je leur donnerai à tous deux de tes nouvelles. Pour toute réponse, elle lui serra les mains et lui jeta un ineffable regard de tendresse. — Du courage, mon enfant, ajouta-t-il en l'embrassant au front. Il n'osa en dire davantage, car il ne connaissait pas l'accueil que lui feraient à Paris l'ancien ami et l'amoureux évincé et il craignait de donner à sa fille une trop grande confiance en l'avenir.

VII

A mesure qu'Agésilas Renaud approchait de sa maison de Montreuil, ses inquiétudes redoublaient. Comment Montcornet allait-il l'accueillir à son arrivée ? En ennemi sans doute ; car Montcornet n'avait, lui, aucun motif pour lui pardonner. Au moyen de quelles formules polies essaierait-il de calmer sa rancune ? De quels mots conciliants se servirait-il pour mener à bien la mission qu'il s'était donnée de ramener Julien auprès de sa fille ? En vain se mettait-il l'esprit à la torture : les

phrases désirées ne se présentaient point. C'était probablement le froid qui glaçait son imagination. Il était parti plein d'enthousiasme et presque assuré du succès ; mais, dès son arrivée, le doute l'avait saisi en même temps que se rembrunissait le ciel. Il avait quitté la Provence en pleine floraison. Il retrouvait Paris et ses abords grelottant frileusement sous un manteau de neige. Il y avait de la neige partout. Montreuil avait perdu son allure pittoresque. Les murs de refend ne s'y distinguaient plus des murs de clôtures. Le damier bizarre de ses jardins perdait ses formes et ses points de vue, sous le niveau égalitaire d'une neige épaisse. Le jour était blafard ; un silence morne régnait partout. — Diantre ! diantre ! grommelait Renaud tout en arpentant la grande rue, que leur dire ? comment m'y prendre ? Hum ! La démarche est plus difficile que je ne pensais. A la porte de la maison, ses hésitations le reprurent de plus belle. — Bast ! entrons toujours, fit-il, et étudions le terrain avant d'agir. J'interrogerai Rigobert. Il me renseignera sur la disposition d'esprit de Montcornet. Ce ne fut point Rigobert qui le reçut. Il se trouva en présence d'un gros homme joufflu, aussi riant que Rigobert était revêché, aussi poli que

Rigobert était maussade. Au salut presque militaire qu'il fit au survenant, on devinait un ancien soldat en retraite. Renaud resta bouche bée devant lui. — Monsieur désire ? demanda l'ancien soldat. — Entrer chez moi. Je suis Agésilas Renaud. — Notre propriétaire ? exclama l'autre en portant la main à sa casquette. Donnez-vous donc la peine d'entrer. Puis s'adressant à une personne dont on entrevoyait la silhouette à travers les vitres gelées de la cuisine : — Femme, s'écria-t-il, vite un fagot dans l'âtre. Renaud, cependant, jetait sur la maison un regard inquiet. Les volets des fenêtres étaient hermétiquement clos, excepté ceux de la cuisine. — Montcornet est-il ici ? demanda-t-il en tendant les mains à la flamme du foyer. — Excusez-nous, monsieur ; M. Montcornet habite maintenant Paris. — Tout à fait ? — Oui, monsieur. — Depuis quand ? — Depuis le commencement de l'hiver. — Ah ! fit Renaud étonné. Puis après un silence : — Marianne est restée, du moins ? reprit-il. — Excusez-nous encore ; Marianne est également à Paris chez M. Montcornet. — Et Rigobert ?

